

Expansion des exportations—Loi

L'hon. A. C. Abbott (ministre d'État (petite entreprise)): Monsieur l'Orateur, à titre de ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce, je suis heureux d'avoir aujourd'hui l'occasion de dire quelques mots au sujet du projet de loi dont le Parlement est saisi. Mon collègue a très bien expliqué l'importance du bill, l'importance de la SEE pour notre économie, comme aussi pourquoi il est impératif que ce bill soit adopté le plus tôt possible. Il a en outre signalé que le comité sera entièrement libre de poser toutes les questions voulues aux représentants de la SEE et de se faire donner toutes les précisions qu'il voudra.

Par ailleurs, j'ai trouvé déplorable d'entendre un certain nombre de députés de l'opposition proférer autant d'allégations gratuites contre la SEE; le député de York-Simcoe (M. Stevens) et le leader de l'opposition (M. Clark) notamment ont parlé avec beaucoup d'ignorance de l'activité de cet élément important de notre commerce d'exportation. J'ai cru que le chef de l'opposition manifestait plusieurs des qualités qui l'empêcheront assurément d'occuper un jour le poste de premier ministre du Canada.

Une voix: N'y comptez pas.

M. Abbott: Bien entendu, le député dit: «N'y comptez pas». Je tremble à la pensée qu'il pourrait par hasard être élevé à ce poste. Il est déplorable de l'entendre parler de choses qu'il est censé connaître. Toutefois quand il prend la parole, comme il l'a fait aujourd'hui, pour déclarer qu'en finançant ses entreprises à l'étranger conformément à sa charte et à ses magnifiques réalisations, la Société pour l'expansion des exportations prive en quelque sorte, de propos délibéré, des Canadiens de certains emplois pour profiter de prétendus avantages à courte échéance, il est révoltant, et foncièrement absurde et scandaleux qu'une personne qui aspire à remplacer le premier ministre du Canada, fasse un discours de ce genre.

Des voix: Bravo!

Une voix: Pas plus scandaleux que notre déficit d'importations.

M. Abbott: Il a cité à titre d'exemple la création d'une petite aciérie au New Jersey pour manifester son indignation au sujet des Canadiens qui seraient privés d'emplois. Il s'agit d'un aménagement très important effectué par une compagnie à Whitby qui a construit des mini-aciéries non seulement au Canada mais également ailleurs. Par la suite, cette usine a utilisé jusqu'à 1500 années-hommes créant ainsi cet élément très important d'exportation pour les Canadiens. Prétendre qu'on établit ainsi une aciérie au New Jersey qui fera concurrence aux entreprises canadiennes montre une fois pour toutes, si jamais la chose fut nécessaire, quel ignorant est le chef de l'opposition sur le plan de l'économie industrielle.

● (1602)

Des voix: Bravo!

M. Abbott: Il s'est demandé ensuite pourquoi la Société pour l'expansion des exportations faisait affaire avec des pays tels que la Roumanie, la Pologne et d'autres. Il a répandu des calomnies sur ces pays. En outre, il a prétendu que la SEE utilisait des fonds ou garantissait des prêts avec de l'argent

qu'elle pourrait dépenser au Canada pour créer des emplois à l'intention des Canadiens et aider à établir des industries concurrentielles à l'étranger. Il estime que c'est une infâme trahison de l'intérêt du Canada au point de vue économique.

J'escomptais que même un observateur aussi chauvin et aussi obtus que le chef de l'opposition se rendrait compte que le reste du monde n'a pas besoin d'attendre le Canada pour créer l'une ou l'autre de ces industries pour le Canada. Des pays comme la Pologne savent que d'autres pays sont très désireux d'utiliser leurs propres ressortissants pour aider à implanter des industries, à mettre en place des machines à fabriquer le papier, à participer à toutes ces activités que la Société pour l'expansion des exportations finance pour faire tourner les fabriques canadiennes.

A titre d'exemple exceptionnel, j'aimerais mentionner le contrat que la compagnie de téléphone Bell a signé récemment avec l'Arabie Saoudite par l'entremise de Northern Telecom. Il s'agit d'un contrat d'un milliard de dollars que la société canadienne a enlevé à ses concurrents dans cette importante région en voie de développement. La Société doit en assumer en partie le financement. Il s'agit d'une affaire avantageuse, comme presque toutes celles que négocie la Société. Elle servira à créer des milliers d'emplois pour les Canadiens, non pas seulement à court terme, mais elle contribuera à créer le cadre industriel dont le Canada a besoin s'il veut fournir tous les emplois que sa population réclame.

Loin d'être un échec, comme l'a prétendu le chef de l'opposition, la Société pour l'expansion des exportations est une entreprise fort prospère. Elle a reçu une cote de crédit excellente de la firme Moody's et d'une autre firme également. Il n'y a aucune autre société au monde qui ait été aussi bien cotée par ces firmes qui font autorité dans ce domaine.

Je regrette que le député de York-Simcoe ne soit pas ici. Il a émis de sérieux doutes sur la situation financière de la Société pour l'expansion des exportations. Tous ceux qui connaissent le député de York-Simcoe et ses antécédents n'ignorent pas qu'il en sait long sur les opérations financières chancelantes. J'ai été particulièrement intéressé par une remarque qu'il a faite dans son discours du 24 avril au sujet de ce bill, comme en fait foi le hansard à la page 4815. Voici ce qu'il a dit:

Si jamais on est en difficulté dans une affaire de prêt, on ne l'admet jamais.

Je suis certain que c'est cette profession de foi qui guidait l'ancien président de la Banque de l'Ouest dans la direction de son entreprise. Toutefois, je peux lui assurer que ce genre de subterfuges fumeux auxquels il avait peut-être recours quand il était banquier est totalement absent de la gestion des fonctionnaires de la Société pour l'expansion des exportations.

Quand ces fonctionnaires comparaitront avec le ministre devant le comité des finances, je suis convaincu qu'ils n'auront aucune peine à justifier leur administration. Ils feront remarquer qu'ils n'ont jamais connu une seule année où ils n'aient pas réalisé de bénéfice. S'ils ont besoin de ces fonds additionnels, ce n'est pas parce qu'ils ont échoué, mais bien parce qu'ils ont réussi. Ils élargissent les horizons de l'industrie canadienne. La Société effectue le travail pour laquelle elle a été créée.